

SOMMAIRE

Page 1

Denis Rolland Académy
La triste bataille du CROUS.

Page 2

CESER : le rendez-vous du 11.
L'investissement, encore et toujours.

Page 3

Le Calvados s'adapte.
EDF et Région, partenaires.

Page 4

La démobilisation de Flamanville.
Les 158 M€ de Luc Lemonnier.

La (triste) bataille du CROUS

Au départ, Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, avait décidé d'implanter le nouveau CROUS de Normandie à Caen, siège de l'Académie de Région. Mais à l'arrivée, le Premier Ministre a tranché, Rouen a été choisie, ravivant du même coup les tensions qui opposent les deux villes et qu'on espérait appartenir au passé.

- À Caen, la députée PS Laurence Dumont a immédiatement dénoncé le "fait du prince". Elle a été rejointe par Joël Bruneau et de nombreux parlementaires "bas-normands" qui ont dit leur incompréhension devant ce qu'ils considèrent comme "un combat d'arrière-garde".

- À Rouen, on est évidemment très content, les élus saluent la décision "équilibrée" d'Édouard Philippe ; au CD.76, Pascal Martin rappelle, par exemple, qu'il avait alerté le Premier Ministre en se rendant à Matignon, en juillet dernier.

Cette bataille est inquiétante. Elle révèle le climat de défiance qui existe toujours entre les métropoles normandes, leur goût pour la neutralisation, leur incapacité à s'accorder pour être plus fortes ensemble.

Quelle est la solution ? Hervé Morin est le seul à pouvoir leur proposer une aventure commune ; mais en a-t-il les moyens politiques ?

Denis Rolland Académy

• Le super-recteur s'installe.

Le 22 novembre dernier, Denis Rolland a donc été nommé "recteur de la région académique Normandie, recteur de l'académie de Caen, chargé d'administrer l'académie de Rouen". Seule l'Éducation Nationale peut concevoir une appellation officielle aussi compliquée, nous ne la retiendrons pas, pour nous, il est plus simplement le recteur de Normandie.

- En France, c'est la première fois qu'un super-recteur est ainsi nommé. L'expérience va être intéressante à suivre, car, si elle est positive, elle sera - peut-être - adaptée à d'autres territoires, pour d'autres académies. Une première évaluation nationale sera faite en mars prochain, Denis Rolland dira alors si le rapprochement opéré s'annonce porteur de valeur ajoutée.

En attendant, il s'organise.

- Concrètement, il est déjà très présent à Rouen "*deux jours par semaine, le lundi et le vendredi*", le reste du temps, il est à Caen (2 jours également) et à Paris. Le message est clair : l'Académie de Rouen n'est pas oubliée.

- Il indique aussi qu'Isabelle Mézeray est la personne à connaître pour le rencontrer : "*c'est ma directrice de cabinet, n'hésitez pas à la contacter*". Son mail : isabelle.mezerey@ac-caen.fr.

- Rassurant, il ajoute enfin : "*5 départements, c'est parfaitement gérable...*"

• Mais revenons à la valeur ajoutée.

Denis Rolland : "*séparées, Rouen et Caen sont des académies modestes ; réunies, elles sont à peine plus grosses que l'académie de Rennes ; une chose est sûre, leur rapprochement va les rendre plus fortes et plus visibles*".

- L'objectif est surtout d'améliorer les résultats scolaires des Normands en les aidant à exprimer leurs talents. De l'école à l'université, il y a beaucoup à faire ; les taux de réussite au bac ont légèrement baissé en 2017, trop d'élèves manquent d'ambition et choisissent des filières courtes ; l'image de l'institution en pâtit : de nombreux responsables politiques et professionnels dénoncent régulièrement ses "*performances insuffisantes*".

- Denis Rolland est convaincu que l'élargissement est la clé d'une gestion plus intelligente des compétences, d'un transfert plus efficace des expertises, d'une mise en commun renforcée des bonnes pratiques entre les équipes. "*En changeant d'échelle, nous serons plus pointus pour réaliser nos missions*", ce sont les bénéfices attendus de la taille critique.

• En attendant, il est attendu.

Denis Rolland est attendu par les responsables professionnels et les chefs d'entreprise qui cherchent à réduire l'écart qui sépare le monde de l'économie de celui de l'Éducation Nationale.

- Dans l'Académie de Rouen, ils se souviennent de la rectrice Claudine Schmidt-Lainé, une passionnée de technologie, qui se battait pour structu-

CESER : rendez-vous le 11

L'installation du nouveau CESER de Normandie aura lieu le 11 janvier à Rouen. La préfète Fabienne Buccio a signé l'arrêté de nomination des 130 membres, le 20 décembre.

Rappelons que les conseillers se répartissent de la façon suivante :

- 42 pour le collège des entreprises et des organisations professionnelles.
- 42 pour le collège des syndicats de salariés.
- 42 pour le collège des associations.
- et 4 autres pour les personnalités qualifiées.

Positif : c'est une assemblée amalgamée (26 conseillers en moins), plus féminisée (47% de femmes au lieu de 29) rajeunie (5 ans de moins en moyenne), et amplement renouvelée, qui se met en place.

Oui, une page se tourne, la disparition de "grands anciens" qui ont marqué la vie des CESER d'autrefois est là pour le confirmer ; citons, par exemple, Gérard Lissot, Jean Callewaert, Christian Hérial, Francis Saint-Ellier, Jacques Brifault ou Jean-Claude Lechanoine.

• Qui sera le nouveau président ?

Il y aura bien sûr des candidatures de témoignage, mais deux prétendants sont sérieux, ils appartiennent au 3^e collège : Jean-Luc Léger, le président sortant, qui représente le CRAJEP, et Jacques Belin, au CESER depuis 10 ans, qui représente le CRT et les offices de tourisme de Normandie.

- L'élection va probablement se faire avec les voix du 1^{er} collège qui vont faire pencher la balance.
- À ce jeu-là, Jacques Belin est le favori, car directeur général du CID, président du CRT Normandie, et président du pôle TES, il connaît bien les représentants des entreprises et des organisations professionnelles qui le regardent comme un partenaire constructif. Ce qui n'est pas toujours le cas de Jean-Luc Léger.
- Autre avantage : Jacques Belin entretient de bonnes relations avec Hervé Morin. C'est important.

S'il est élu, il veut resserrer les liens avec l'exécutif régional, il veut travailler sur l'aménagement équitable du territoire en se mobilisant sur le SRADDET, il veut enfin relancer la réflexion prospective. À suivre...

rer les campus des métiers et des qualifications, symbole d'un rapprochement réussi entre l'école et l'entreprise. Après son départ, en 2015, le lien s'est distendu, ils espèrent que Denis Rolland va le retisser.

- "*Je suis déjà à leur contact, explique ce dernier, à chaque fois que je les vois, je gagne du terrain*". Oui, les campus des métiers sont bien une priorité ; Denis Rolland veut les développer : métiers de la mer, logistique, propulsion, biotechnologies ; avec sa grande académie, la Normandie peut avoir de grandes ambitions.

• Le déclassement de l'enseignement supérieur.

Denis Rolland est aussi attendu sur un autre sujet, sensible: celui de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche. Depuis 2 ans, Hervé Morin s'appuie sur la ComUE Normandie Université, qui organise la coordination territoriale des établissements d'enseignement supérieur et des laboratoires de recherche. Son message aux intéressés a toujours été clair : "*la Région vous financera si vous intégrez les classements internationaux...*"

- Deux ans après, les résultats sont décevants. Il y a 3 semaines, la Normandie a raté son rendez-vous avec le PIA 3, aucun de ses 5 dossiers n'a été retenu ; ce n'est pas la première fois qu'elle est à la traîne, depuis 2010, elle n'a guère profité des programmes d'investissement d'avenir. Désolant.
- "*Nous sommes bons, mais trop discrets*", s'excusent les chercheurs ; "*vous êtes trop dispersés*", répondent les acteurs économiques, une chose est sûre : les Normands ne jouent pas dans la cour des grands.
- On s'en doute, Fabienne Buccio, Denis Rolland et Hervé Morin ne sont pas contents, ils parlent du lent et silencieux déclassement de l'enseignement supérieur régional ; le diagnostic est posé ; il l'est, d'ailleurs, depuis longtemps ; question : comment éviter l'effacement ?

De nombreux élus et responsables économiques s'interrogent :

- "*En s'appuyant sur l'INSA, on pourrait construire le réseau "Politech" des écoles d'ingénieurs normandes...*"
- "*On pourrait aussi connecter davantage nos trois universités et, pourquoi pas, les doter d'une gouvernance unique*".

Commentaire : ils espèrent que Denis Rolland répondra à ces questions. "Je ne suis qu'un recteur", rappelle prudemment celui-ci. C'est vrai, mais les Normands attendent de leur grand recteur qu'il soit "une grande" voix pour ouvrir de grands chemins, en bonne intelligence avec Hervé Morin.

Et pendant ce temps-là...

• Hervé Morin : l'investissement, encore et toujours

Le budget 2018 de la Région Normandie (1,87 Md€) sera, encore et toujours, un budget d'investissement. "*Nous investirons 531 M€, se félicite Hervé Morin, 10% de plus qu'en 2017*". La Région reste - et de très loin - le premier investisseur public de Normandie.

- Le président ajoute : "*la Région n'a pas vocation à s'endormir sur un tas d'or, mais, dans un monde de compétition, il nous faut préparer l'avenir et doter la Normandie d'un écosystème favorable à son développement...*"

Les grands postes budgétaires sont les suivants :

- 684 M€ pour l'insertion professionnelle et les lycées.
- 556 M€ pour les transports.
- 202 M€ pour le développement économique.
- 79 M€ pour l'attractivité, le rayonnement, la jeunesse.
- 57 M€ pour le développement du territoire.

En 2018, la Région lèvera un emprunt de 158 M€ qu'elle utilisera en fonction de ses besoins. Sa situation financière est solide : sa capacité de désendettement est de 2,5 ans ; elle est la Région la moins endettée de France.

L'avenir de l'Opéra de Rouen.

Fatigué de financer seul l'Opéra de Rouen, Hervé Morin est impatient de voir la Métropole de Rouen s'engager aux côtés de la Région.

- Il l'a dit lors de la dernière session du Conseil régional : *"il n'y a pas d'exemple en France où l'Opéra est ainsi porté à bout de bras par une région avec un investissement aussi faible de la ville centre ou de son agglomération. Cela ne peut pas durer."* Le message est clair, sera-t-il entendu ?

Rappel : ministre de la Culture, Françoise Nyssen a annoncé que l'Opéra serait prochainement labellisé "théâtre lyrique d'intérêt national".

La puissance de la Métropole

Le budget de la Métropole Rouen Normandie s'élèvera à 860 M€ cette année contre 810 en 2017. Comme le voulait Frédéric Sanchez, la part des investissements va continuer de croître : 298 M€ au lieu de 250.

- La puissance financière de la collectivité est grande. Elle est plus importante que celle des cinq départements normands, y compris celui de la Seine-Maritime.

- Après la Région, la Métropole est le deuxième investisseur public de Normandie. Résultat : Hervé Morin et Frédéric Sanchez forment un duo inséparable

Commentaire : l'endettement est raisonnable, la collectivité peut tout rembourser en 5 ans.

Le CEA s'intéresse à H2V.

Directrice du CEA-Liten, le laboratoire du CEA spécialisé dans les technologies d'avenir au service de la transition énergétique, Florence Lambert s'intéresse au projet H2V Product qui prévoit, notamment, la construction d'une usine de production d'hydrogène à Port-Jérôme (76).

- Dans un courrier daté de décembre, elle l'a fait savoir à Lucien Mallet qui porte le projet avec Alain Samson.

- Avec la Direction générale de l'Énergie et du Climat, elle étudie en effet les conditions du déploiement massif de l'hydrogène en France et veut savoir comment H2V peut s'inscrire dans ce plan.

H2V intègre donc le club des entreprises consultées : Air-Liquide, Total, EDF, ENGIE.

Le Calvados s'adapte...

Jean-Léonce Dupont veut éviter les mauvaises surprises.

Il ne mâche pas ses mots lorsqu'il dénonce la politique du gouvernement qui *"veut poser un corset aux collectivités"* et qui s'exonère lui-même des efforts qu'il impose aux autres alors qu'il est le principal responsable du déficit public. D'ailleurs, quand il parle de la gestion de l'État, il n'hésite pas à parler de "dérives".

- Mais en bon républicain, Jean-Léonce Dupont s'adapte aux contraintes qui lui sont faites. Il vient de le prouver en présentant un budget "raisonnable" pour son Département en 2018 : *"ce n'est pas pour rien que le Calvados est reconnu comme l'un des départements français les mieux gérés"*, dit-il, d'une certaine façon, il est assez fier de savoir "encaisser".

Prudence est mère de sûreté

Pour éviter toutes mauvaises surprises, le président refuse d'anticiper les éventuelles recettes supplémentaires générées par la fragile amélioration de la situation économique et les marges de manoeuvre issues de la légère diminution du nombre de RSA. *"Quand l'argent sera là, il sera toujours temps de bien l'utiliser"*, explique-t-il en substance ; en attendant, le budget primitif est fondé sur *"des hypothèses raisonnables"* et la maîtrise des dépenses de fonctionnement reste un objectif permanent.

- Le budget 2018 s'élèvera à 732 M€, dont 110 M€ d'investissements, pour financer les collèges, les routes, les ports, les contrats de territoire, les EHPAD et la fibre.

- Comme toujours, les dépenses de fonctionnement (584,1 M€) seront principalement consacrées à l'action sociale et aux solidarités : 405 M€ pour l'enfance-famille, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, l'autonomie des personnes âgées et handicapées. Parmi les défis à venir, le vieillissement programmé de la population constitue *"une véritable bombe à retardement pour les finances départementales"* : un nouveau schéma de l'autonomie pour la période 2018-2023 est en cours d'élaboration en lien avec toutes les parties prenantes.

- Notons enfin que de nouvelles autorisations de programmes vont être créées pour préparer le 75^e anniversaire du Débarquement et pour la mise en place d'une base de maintenance des énergies renouvelables à Ouistreham.

En résumé : pas d'augmentation d'impôts, restauration de l'épargne, maîtrise de l'endettement et priorité à l'investissement. Le Calvados est une exception, les autres Départements normands ne peuvent pas en dire autant.

Et pendant ce temps-là...

• EDF et la Région, partenaires du développement

Comme prévu, Hervé Morin et Jean-Bernard Lévy viennent de signer un partenariat "Région/Groupe EDF" en faveur de l'économie locale.

Leur convention porte sur :

- Le soutien au développement économique, à la création d'emplois et à l'innovation. EDF travaillera avec l'ADN.

- La préservation du mix énergétique régional bas carbone et le développement de projets d'énergies renouvelables valorisant les ressources locales.

- Le développement de la transition énergétique auprès des territoires, des habitants et des entreprises, par des actions en matière d'efficacité énergétique, de sobriété énergétique, de développement des transports propres et des nouveaux usages de l'énergie.

L'un des enjeux est d'accroître les retombées locales des grands chantiers d'EDF, 2,5 Md€ à minima.

Notons aussi qu'une étude sera faite, en 2018, à la centrale charbon du Havre sur l'utilisation de combustibles alternatifs comme les déchets verts, les CSR (combustibles solides de récupération) et les bois déchets... pour pérenniser la centrale et mettre en place une économie circulaire pour le territoire.

Le CD.27 freine fort sur la LNPN

Moderniser la ligne Paris-Normandie existante pour préserver les terres agricoles plutôt que de créer une nouvelle ligne à 6 Md€ dont le financement est incertain, c'est la dernière position du Conseil départemental de l'Eure sur la LNPN.

- Néanmoins, par prudence, "si le projet LNPN devait voir le jour", les élus préfèrent la construction d'une nouvelle gare à Evreux-Nétreville "plutôt que dans la pampa", et un tracé-sud moins gourmand en foncier agricole.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la LNPN est regardée avec un enthousiasme mesuré (c'est une litote).

- "Que ce soit clair, dit le vice-président Frédéric Duché, on ne défend pas la LNPN, mais on est obligé de se questionner. Ne rien proposer, ce serait prendre le risque qu'on nous impose une LNPN qui ne fera que traverser le département."

- Le CD.27 exprime aussi sa grande méfiance à l'égard de SNCF Réseau accusé de vouloir lui imposer des solutions inacceptables.

Rappel : Sébastien Lecornu reste le vrai patron du CD, il a toujours considéré la LNPN comme "une histoire qu'on raconte aux enfants".



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Fin de chantier

2018 : la démobilisation de l'EPR Flamanville

Que vont devenir les 1 200 salariés du chantier de Flamanville qui vont se trouver "démobilisés" avec la mise en service de l'EPR en 2018 ? EDF, la Préfecture de la Manche et Pôle Emploi viennent de faire le point sur leur stratégie de reclassement qui s'inscrit dans le cadre de l'accord EDEC (Engagement de développement des emplois et des compétences) qu'ils ont signé en 2010 avec toutes les parties prenantes, la Région notamment.

- Une campagne d'information va être mise en place auprès des entreprises pour accompagner les salariés ; Pôle Emploi mobilise déjà les conseillers de son antenne locale ; un suivi personnalisé est proposé aux intéressés, avec une offre de formation adaptée.

À noter : directeur du projet EPR auprès du préfet de la Manche, le sous-préfet, Jean-Marc Picand, supervise l'opération.

Agglomération du Havre

Luc Lemonnier va investir 158 M€ en 2018.

Pour 2018, le budget de la CODAH s'élève à 487 M€, dont 329 M€ pour le fonctionnement et 158 M€ pour l'investissement. Par rapport à 2017, c'est la stabilité. Notons toutefois que l'encours de la dette s'élève à 267 M€, en baisse constante depuis 2013, la capacité de désendettement est aujourd'hui de 4 ans, un niveau acceptable comparé à la moyenne française des grandes intercommunalités : 6 ans.

Où vont les investissements ?

- 109 M€ de crédits d'équipement sont fléchés pour conforter l'attractivité du territoire : parcs d'activités (4,52 M€), participations financières à la cité numérique (3,1 M€), à l'École de Management de Normandie (9,5 M€), crédits pour le tourisme...

- 20,3 M€ sont également prévus dans le cadre de la dotation de solidarité communautaire (DSC) et pour l'aide à l'investissement dans les communes de l'agglomération.

Positif : malgré des contraintes financières importantes, Luc Lemonnier a décidé de ne pas augmenter les impôts ; les taux sont toujours les mêmes que ceux de 2015. On constate aussi que la CODAH "digère" progressivement les grands investissements "Rufenacht", sans réduire ses capacités d'intervention.

Et pendant ce temps-là...

• Caen : la reconversion du site PSA

La CU de Caen-la-Mer doit acheter, pour 5M€, 40 ha de terrain, propriété de l'usine de PSA de Cormelles-le-Royal. Par la suite, 30 ha seront revendus à Carrefour qui souhaite y installer sa nouvelle plateforme logistique destinée à remplacer son entrepôt du Carpiquet trop petit. Les 10 ha restants pourraient accueillir d'autres entreprises.

• Bientôt, des stations "hydrogène".

La Région Normandie s'est engagée dans le programme de mobilité hydrogène normand Eas-HyMob qui consiste à tisser un maillage de stations de recharge hydrogène le long des grands axes routiers normands. Quinze stations sont prévues en 2018, la première devrait être installée près d'Avranches à proximité de l'A84.

• La relocalisation réussie de Lucibel.

À Barentin (76), Lucibel, spécialiste français de l'éclairage LED qui a relocalisé en 2014 une partie de sa production dans des locaux de Schneider Electric, souhaite racheter les 7000 m² qui restent pour répondre à une demande croissante. En 2014, la relocalisation avait été soutenue par la Région Haute-Normandie.,